



**PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne Franche-Comté**

ARRÊTÉ

**portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement :**

**Projet de centrale photovoltaïque au sol
sur le territoire de la commune de Jeurre (39)**

Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté,
Le Préfet de Côte d'Or

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée par la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2, R.122-2-1, et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° BFC-2024-4616 relative au projet de centrale photovoltaïque au sol sur le territoire de la commune de Jeurre (39), reçue le 18 décembre 2024, portée par SOLCOMTOIS ENR représentée par M. Mathieu VAN HAESEBROECK ;

Vu l'arrêté de M. le Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté n° 25-09-BAG du 14 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Olivier DAVID, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Bourgogne-Franche-Comté ;

Vu la décision de M. le directeur de la Dreal n° BFC-2025-01-15-00002 du 17 janvier 2025 portant subdélégation de signature à Mme Muriel CHABERT, cheffe du service Transition Écologique, ainsi qu'à MM. Oscar VINESSE et Olivier BOUJARD, chefs adjoints du service Transition Écologique ;

Considérant :

1. la nature du projet,

- qui consiste en la réalisation d'un projet de centrale photovoltaïque au sol d'une puissance de 999 kWc sur une parcelle communale sans usage d'une surface d'environ 0,86 ha ; la surface des panneaux est de 4 313 m² ; la durée du chantier est prévue pour une durée de quatre à huit mois ;

- qui comprend :

- l'installation et le raccordement de 1 674 modules photovoltaïques répartis en tables fixes, orientés à 15° vers le sud ; l'espacement entre chaque table sera de 3,06 m avec une hauteur maximale de 2,87 m et une hauteur minimale de 1,1 m ; le mode d'ancrage des tables au sol restant à préciser ;
- l'installation d'un poste électrique d'une surface de 20 m² à l'entrée sud du site ;
- la mise en place d'un raccordement au réseau électrique public, par la création d'une ligne souterraine permettant de raccorder le projet en piquage sur le réseau haute tension existant à 150 m du site d'implantation ;
- la création de pistes en graves concassées d'une surface de 375 m² sur un linéaire de 75 m ;
- la pose d'une clôture perméable à la petite faune terrestre ;

- qui prévoit, à l'issue de l'exploitation d'une durée de 30 ans, la remise en état du site ;

- dont l'objectif poursuivi, indiqué dans le dossier, est de produire de l'énergie électrique renouvelable, l'estimation annuelle de la production étant de 1,20 GWh ;
- qui relève de la catégorie n° 30 du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement, qui soumet à examen au cas par cas les projets d'installations photovoltaïques de production d'électricité (hormis celles sur toitures, ainsi que celles sur ombrières situées sur des aires de stationnement) d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc et inférieure à 1 MWc ;
- qui doit faire l'objet d'une déclaration préalable de travaux ;

2. la localisation du projet,

- situé sur les parcelles C 1988, 1989, 1997, 2014 et 2015, d'une contenance cadastrale totale de 1,13 ha, sur le territoire de la commune de Jeurre (39) couverte par le règlement national d'urbanisme (RNU) ;
- situé sur un terrain ayant servi de dépôt de gravats pour la commune, la zone d'implantation, partiellement clôturée, étant actuellement sans usage ; en bordure d'un boisement à mélange de feuillus ;
- situé dans le parc naturel régional (PNR) du Haut-Jura ;
- situé en bordure des zones Natura 2000 « Vallée et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen » et « Vallées de la Bienne, du Tacon et du Flumen » et de la zone naturelle d'intérêt écologique, floristique et faunistique (Znieff) de type II « Basse Vallée de la Bienne de Vaux-les-Saint-Claude à Chancia » ; situé à environ 700 m au sud des Znieff de type I « Falaises de Vaux-les-Saint-Claude, Jeurre et Saint Romain-de-Roche » et « Lac du Chanon et Ruisseau de Martigna » ;
- situé pour partie au sein de corridors des sous-trames « Milieux Humides » et « Milieux Xériques ouverts » de la trame verte et bleue (TVB) du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de Bourgogne-Franche-Comté ;
- situé en zone 1UR- (dite « zone d'activité de Jeurre ») du plan de prévention de risques naturels (PPRN) Risque inondation Vallées de la Bienne et du Tacon approuvé le 30 novembre 1998, précisant que les constructions nouvelles et aménagement sont autorisés à condition d'en limiter la vulnérabilité et d'en étudier l'incidence hydraulique ;
- situé en zone 3 du PPRN Risque de mouvement de terrain approuvé le 29 octobre 1992, autorisant les constructions mais pouvant nécessiter un avis géotechnique ;
- en zone d'aléa modéré concernant le risque sismique ;
- en dehors de zones humides inventoriées ;
- en dehors de périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable ;

3. les impacts non notables sur l'environnement et la santé humaine, compte tenu :

- de la contribution du projet aux objectifs nationaux et régionaux (SRADDET) en matière de développement de la production d'énergies renouvelables ;
- de l'implantation du projet sur une zone dégradée d'un terrain actuellement sans usage déclaré ;
- du fait que le projet devra être compatible avec le PPRN inondation de la Bienne et du Tacon ; du fait qu'une étude hydraulique devra être réalisée sur la zone d'implantation du projet et devra préciser les conditions dans lesquelles pourront s'écouler les débordements rive gauche de la Bienne et les cotes minimales des remblais à respecter pour la mise hors d'eau des installations ;
- du fait que le projet devra être conforme aux prescriptions du PPRN mouvement de terrain, un avis géotechnique préalable pouvant être nécessaire ;
- de l'engagement du pétitionnaire à mettre en œuvre les mesures suivantes :
 - mise en place d'une clôture perméable à la petite faune afin d'assurer la continuité écologique ;
 - réalisation des travaux et entretien de la végétation en dehors des périodes de sensibilité de la faune, notamment en dehors de la période de nidification des oiseaux ; en cas de risque d'atteinte à la biodiversité, il conviendra de mandater un écologue pour confirmer l'absence d'incidence des travaux sur la faune ;
 - limitation de l'occupation de l'espace au strict nécessaire pendant la phase chantier afin de préserver les milieux naturels jouxtant la zone de projet ;
 - élimination des déchets dans les filières de retraitement adaptées ;

- gestion des espèces exotiques envahissantes selon la réglementation en vigueur ; une vigilance particulière devra être portée à la conduite du chantier, afin que l'ambrosie ne soit pas introduite sur les sites, en application de l'arrêté préfectoral de lutte contre l'ambrosie du 16 mai 2019 ; toutes les précautions devront être prises pour éviter la prolifération d'ambrosie conformément aux dispositions de cet arrêté préfectoral, notamment en veillant à limiter l'apport de matériaux extérieurs au site, à diffuser les semences (par les déplacements des engins) et à recouvrir les sols nus ;
 - utilisation de matériaux (pistes, structures métalliques) et de couleurs (poste électrique, clôture) permettant une bonne insertion du projet dans son environnement ;
 - réalisation des travaux du lundi au samedi et en journée, le calendrier de chantier sera communiqué à la commune et aux riverains en avance ; les jours et plages horaires des travaux devront respecter les dispositions énoncées dans la section V de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2012 portant réglementation des bruits de voisinage dans le département du Jura ;
 - mise en place d'un entretien de la végétation par fauche ;
 - maintenance préventive et curative de la centrale et mise en place d'un système d'alerte des secours en cas de sinistre ;
- de mesures complémentaires pouvant utilement être mises en œuvre par le pétitionnaire :
- intégration de clauses environnementales dans le dossier de consultation et dans les critères de choix des fournisseurs de panneaux photovoltaïques, par exemple le respect de la norme ISO 26 000 relative à la responsabilité sociétale et environnementale des entreprises (RSE) ;
 - gestion des risques de pollution accidentelle du sol et de l'eau : des mesures seront prises afin d'éviter tout risque (gestion des véhicules, du stockage d'hydrocarbures et autres produits en phase de travaux, présence de kits de dépollution, bac de rétention sous le poste technique...) ; toute pollution durant le chantier devra nécessairement faire l'objet d'un signalement au Maire, à la Police de l'eau et à l'ARS ;

ARRÊTE :

Article 1er

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet de centrale photovoltaïque au sol sur le territoire de la commune de Jeurre (39) n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Conformément aux dispositions de ce même article, l'autorité compétente vérifie au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 3

Cette décision sera mise en ligne sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement : <https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr/#/public/portalReviews>

Fait à Besançon,

Pour le Préfet et par délégation
Le directeur régional, et par subdélégation,
la cheffe du service transition écologique
Muriel CHABERT

Muriel
CHABERT
muriel.ch
abert

Signature
numérique de
Muriel CHABERT
muriel.chabert
Date :
2025.01.21
14:23:42 +01'00'

Voies et délais de recours

- Lorsque la décision **dispense** le projet d'évaluation environnementale :

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 6 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale n'est pas un acte faisant grief susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux.

Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision ou l'acte d'autorisation, approuvant ou adoptant le projet, le plan, schéma, programme ou document de planification.

Elle peut également être contestée par le biais d'un recours gracieux adressé dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication sur internet.

- Lorsque la décision **soumet** le projet à évaluation environnementale :

Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivants du Code de justice administrative et du Livre IV du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication sur internet, des recours suivants :

- un recours gracieux. En application de l'article R.122-3-1-VII du Code de l'environnement, tout recours contentieux contre la décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas doit, à peine d'irrecevabilité, être précédé d'un recours administratif préalable devant l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement qui a pris la décision. Le silence de l'Administration au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite. Après un recours gracieux, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de ce recours ;
- dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux, un recours contentieux, en saisissant le Tribunal administratif compétent. Le Tribunal administratif peut être saisi via l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Où adresser votre recours ?

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région Bourgogne-Franche-Comté
DREAL Bourgogne-Franche-Comté
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25005 Besançon cedex

Recours hiérarchique :

Madame la Ministre de la Transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche
CGDD/SEVS
Tour Sequoia
92055 La Défense cedex

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Besançon
30 rue Charles Nodier
25044 Besançon cedex 3

ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr